

FOCUS

Tourisme local : une reprise économique en trompe-l'œil

Entre l'attente du retour d'une diaspora prodigue et le besoin d'oublier l'été dernier, les professionnels du secteur se veulent optimistes pour la saison, sans pour autant se montrer dupes face à la gravité de la chute monétaire.

Julien RICOUR-BRASSEUR

L'illusion est presque parfaite. Doigts de pied en éventail sur les plages, randonnées dépayssantes en montagnes, cocktails et discos jusqu'au bout de la nuit... Les images de Libanais profitant de ce que le pays a, pour le moment, de mieux à offrir déferlent sur les réseaux sociaux. Pourtant, y défilent aussi les vidéos d'une réalité beaucoup moins paradisiaque : d'interminables files d'attente aux stations-service, des routes coupées par des pneus brûlés, des citoyens désespérés par la cherté des produits de première nécessité et d'autres avançant à tâtons dans des nuits sans électricité.

Éreintés par une superposition de crises dystopiques et empêchés de voyager à l'étranger en raison des restrictions bancaires sur leurs comptes en devises, imposées à l'entame d'un effondrement économique infernal il y a près de deux ans, ceux qui le peuvent encore se rabattent sur le tourisme local. « Une tendance qui n'est pas nouvelle », rappelle Nagi Morkos, PDG du cabinet de conseil en tourisme et hôtellerie Hodema, « mais dont la croissance actuelle est exacerbée par les crises ».

La promesse d'une saison estivale quelque peu débarrassée des restrictions sanitaires liées au Covid-19 (même si des dizaines de cas du variant Delta ont été repérés dans le pays ces derniers jours) semble rendre évident que « cette saison sera meilleure que la dernière », selon le président du syndicat des propriétaires de centres balnéaires et des plages, Jean Beyrouthi. Un été 2020 de surcroît anéanti par les terribles explosions du 4 août au port de Beyrouth. Croire, pour autant, que l'on puisse assister à une reprise économique globale du secteur relèverait du « mirage », souligne Michel Abchee, propriétaire du complexe Damour Beach Resort, de la plage Lost at Sea à Damour également (Liban-Sud) et de l'hôtel Lost à Gemmayzé (Beyrouth). « Je reste optimiste pour tenir le cap durant cette saison sans toutefois espérer de miracles », précise-t-il avant d'ajouter, réaliste, que « l'unique tendance claire de l'économie libanaise actuellement est la chute ».

Des prix à double tranchant

Loin de se leurrer, les professionnels du tourisme au Liban ne sont ainsi pas dupes face aux plages bondées, aux réservations de séjours à l'hôtel ou en maisons d'hôtes et au retour d'une vie nocturne effervescente. Dans une crise marquée par une chute vertigineuse de la monnaie nationale, qui a perdu plus de 90 % de sa valeur, les volumes de revenus en livres libanaises ne compensent aucunement leurs dépenses en dollars. La monnaie nationale s'échangeait en moyenne cette semaine autour des 17 000 livres libanaises le dollar,



La plage publique de Tyr (Liban-Sud). Photo J.R.B.

contre une parité officielle toujours fixée à 1 507,5 livres.

« Si ma brasserie fonctionne bien, étant donné que mes produits locaux sont devenus moins chers que ceux importés, le restaurant, lui, travaille à perte », explique Jamil Haddad, propriétaire de l'établissement Colonel à Batroun (Liban-Nord). Un constat partagé par Yara Moukarzel, directrice des relations avec la clientèle de L'Hôte Libanais, un site de réservations en ligne spécialisé dans les maisons d'hôtes. « Cet été s'annonce meilleur en termes de fréquence des séjours réservés dans nos maisons d'hôtes, mais pas au niveau des revenus générés », explique-t-elle. En 2020 déjà, le tourisme local avait constitué 27 % du tourisme total au Liban, contre 8 % en 2019, tandis que ses revenus avaient diminué de près de moitié (-48,7 %). Des revenus se montant à 1 126,3 milliards de livres (747,1 millions de dollars), contre 2 197,5 milliards de livres (1,46 milliard de dollars) en 2019, selon les chiffres du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), en raison des restrictions sanitaires et de la crise économique.

Le dilemme qui se pose aux acteurs du secteur entre une tarification suffisamment abordable pour conserver la clientèle et la hausse des dépenses est dorénavant quotidien. « Avec la crise, nous avons divisé nos tarifs par deux ou trois », explique Yara Moukarzel, sans imposer de paiement en devises pour les touristes étrangers qui passeraient par là, malgré une circulaire du ministère du Tourisme publiée mi-mai autorisant les hôteliers à facturer en devises les clients étrangers séjournant dans le pays. Et ce casse-tête en termes de tarification risque de perdurer, comme le souligne Jean Beyrouthi. « C'est une période de transition. Tant que la livre

se déprécie par rapport au dollar, les prix en livres augmenteront, jusqu'à finalement atteindre leur équivalent en dollars. »

Du côté des restaurants, des bars et des boîtes de nuit, « les propriétaires fonctionnent comme en période de soldes, pour sauver leurs enseignes », explique le président de leur syndicat, Tony Rami. « Les matières premières locales et importées sont payées au taux du marché, alors que les responsables des établissements continuent d'adopter un taux de 6 000 livres pour leurs clients. » Sous couvert d'anonymat, un expert économique décrypte, lui, « une maîtrise de l'évolution des prix dans les lieux de loisirs en deçà de la tendance du taux de change par l'utilisation de denrées de base bénéficiant encore du mécanisme de subvention de la banque centrale », à savoir le financement d'un panier alimentaire au taux de 3 900 livres. Pour lui, « les citoyens qui bénéficient d'un afflux de devises sont donc les grands bénéficiaires de ce schéma tarifaire et fréquenteront encore plus ces établissements », au rythme de la dépréciation de la livre. Une explication encourageante, bien qu'à double tranchant, pour les professionnels qui, néanmoins, attendent les Libanais de la diaspora de pied ferme.

Pari sur le retour d'une diaspora prodigue

Ne pouvant compter sur l'éventuelle venue de touristes étrangers cette année, compte tenu de l'instabilité du pays à tous les niveaux et malgré « l'opportunité actuelle de faire du Liban une attraction touristique (au vu de son statut devenu bon marché, NDLR) pour les Européens et les Américains », note Jamil Haddad, le secteur touristique mise tout sur la diaspora libanaise. Selon les chiffres donnés par Pierre Achkar,

président du syndicat des hôteliers, « on peut espérer l'arrivée de 450 000 Libanais venant du Golfe et 250 000 d'Afrique, soit 700 000 personnes arrivant au Liban avec des devises, en sus de 700 000 Libanais qui ont encore un minimum de moyens. Soit un total d'environ un million et demi de Libanais capables de contribuer au tourisme local », calcule-t-il. Un pari qui pourrait s'avérer gagnant, tandis que le nombre d'arrivées au Liban atteint, ces derniers temps, en moyenne 9 000 par jour, selon le président de l'Association des agences de voyages et de tourisme au Liban (Attal), Jean Abboud, qui juge ce chiffre encourageant. « À titre de comparaison, l'Aéroport international de Beyrouth accueillait entre 14 000 et 15 000 passagers par jour en 2018, l'année qui a précédé celle pendant laquelle la crise actuelle s'est déclenchée », ajoute-t-il, notant que si la grande majorité des arrivants cette année sont des expatriés, le pays accueille tout de même chaque jour, depuis le début du mois, « entre 700 et 800 touristes irakiens », pour citer un exemple.

Pendant, l'accumulation des crises liées à l'approvisionnement en essence, en électricité et même en eau courante risque de casser cette dynamique, alors que les autorités libanaises travaillent actuellement à améliorer la situation « pour sauver la saison estivale qui augmentera l'apport de devises dans le pays », a récemment décrété le Premier ministre sortant, Hassane Diab. De bonnes résolutions pour très peu de résultats jusqu'à présent. « Avec ces pénuries et ces coupures, les problèmes s'enchaînent, de la chaîne du froid à internet, en passant par la climatisation ou encore le transport, et mettent en péril la qualité des services rendus », souligne Michel Abchee. « Les expatriés libanais nous posent beau-

coup de questions avant de réserver, comme la proximité d'une maison d'hôtes avec une station-service », raconte Yara Moukarzel, « au contraire des résidents libanais qui, eux, sont habitués aux problèmes logistiques qu'ils pourraient rencontrer lors de leur séjour et n'annulent pas leurs réservations ». Toutefois, « le vivier des clients locaux n'est pas extensible à l'infini, surtout que nous avons perdu la classe moyenne », souligne-t-elle. Un constat confirmé par Jamil Haddad, qui accueille désormais une clientèle issue des classes aisées, au sein de laquelle se trouvent notamment ceux qui sont toujours payés, au moins partiellement, en dollars.

Des raisons supplémentaires pour espérer l'arrivée d'une diaspora prête à dépenser et « à entraîner avec elle la clientèle locale à profiter des services touristiques » qu'offre le pays, explique Nagi Morkos. Cependant, Pierre Achkar met en garde contre le manque d'infrastructures permettant d'accueillir ces vacanciers. En effet, « quand on dit que 30, 40, voire 50 % des chambres dans les hôtels de Beyrouth sont occupées, on oublie de dire qu'il y en a 2 000 qui sont fermées », rappelle-t-il, indiquant que « 153 hôtels ont été touchés par l'explosion du 4 août et que la majorité n'a ni terminé ni même commencé les travaux en attendant les assurances ». De même, le syndicaliste souligne que « si les hôtels de la région de Batroun, par exemple, sont complets, c'est parce que les infrastructures s'y trouvant ne sont pas suffisantes. Ce sont alors les maisons d'hôtes et les résidences en location sur Airbnb qui prennent la relève, ayant moins de dépenses et donc moins de difficultés à tarifier leurs nuits », explique-t-il. Enfin, « les grandes enseignes et les hôtels de luxe ont fermé leurs portes », rappellent en chœur Pierre Achkar et Tony Rami. Des enseignes qui n'étaient plus capables, dans le contexte de crise, d'assurer le standing de leurs services.

« Le nombre d'établissements de l'horeca (hôtel, restauration, café) a chuté de 50 %, passant de 8 500 au Liban en 2019 à 4 500 en 2020, en plus de 896 restaurants qui ont fermé au cours du premier trimestre de cette année », martèle Tony Rami. « Il reste donc 3 500 établissements en activité, ainsi que l'arrivée de petits investissements "pop-up", soit des établissements éphémères, qui suivent la tendance du tourisme interne dans les régions libanaises propices », explique-t-il. Cette réduction des possibilités de restauration et de logement du secteur touristique entraîne un rush des résidents et vacanciers dans les établissements encore ouverts. Un trompe-l'œil économique qui participe, autant que faire se peut, à cet espoir et ce besoin qu'ont les professionnels du secteur et les résidents libanais d'oublier l'été dernier et de mettre la réalité du moment, un peu entre parenthèses.

La page économie du lundi est réalisée en partenariat avec

CMA CGM

un leader mondial de transport maritime et de la logistique
CMA CGM n'est pas responsable du contenu éditorial de cette page